# Revue de Presse

# INAUGURATION DU PARTENARIAT, 14 juin 2010

30/06/2010



# Sommaire

Decision-achats.fr, 11 juin 2010	3
Fédération des APAJH, 14 juin 2010	4
AEDD, 16 juin 2010	5
La Tribune, 21 juin 2010	7
La Tribune, 21 juin 2010	8
La Lettre des achats, 22 juin 2010	9
Profession Achats, Juin 2010	11
La lettre des achats, Juin 2010	12
lourPost, Juillet/août 2010	15

Pour ajout d'articles : les adresser à

sylvie.leveillard@hotmail.fr

#### Decision-achats.fr, 11 juin 2010

# Une plateforme dédiée aux achats responsables est née

Par Charles COHEN,

Lancée par trois organismes différents, cette plateforme a pour objectif de favoriser l'emploi des personnes en situation de handicap et des personnes éloignées de l'emploi.

L'Avise, Handeco et Pas@Pas, trois organismes spécialisés dans l'insertion des personnes en situation de handicap ou éloignées de l'emploi, viennent d'annoncer le lancement d'une plateforme web partagée de l'achat socialement responsable, construite et accessible à partir de leurs sites respectifs www.socialement-responsable.org, www.handeco.org et www.achats-pas-a-pas.fr. Son objectif: favoriser la passation de marchés en mettant en relation les acheteurs avec les fournisseurs des secteurs de l'insertion par l'activité économique, notamment via le travail adapté et protégé.

En pratique, cette plateforme permet d'accéder à **une base de données d'environ 7500 fournisseurs référencés**, proposant des prestations de qualité dans tous les secteurs d'activités et répartis sur l'ensemble du territoire national. Les acheteurs peuvent déposer des appels d'offres et des consultations en ligne, immédiatement visibles par les fournisseurs des secteurs de l'insertion par l'activité économique et du travail adapté et protégé.

#### Fédération des APAJH, 14 juin 2010

# Handéco développe les achats socialement responsables

LUNDI, 14 JUIN 2010 16:08



Handéco (secteur du Handicap), l'Avise (secteur de l'insertion) et Pas@Pas (acheteurs) mettent en commun leurs moyens pour développer les achats auprès des secteurs de Services - Entreprises - Handicap l'insertion par l'activité économique et du travail adapté et protégé. Ce partenariat,

inauguré lors d'une conférence de presse au Casino de Paris le 14 juin 2010, représente une avancée majeure pour le développement des achats socialement responsables en faveur des personnes éloignées de l'emploi et des personnes en situation de handicap.

Jean-Louis Garcia, Président d'Handéco et de la Fédération des APAJH, Hugues Sibille, Président de l'Avise (Ingénierie et services pour entreprendre autrement), et Pierre Pelouzet, président de Pas@Pas (Pour des Achats Solidaires avec les Professionnels des Achats et de la Solidarité) ont annoncé ce lundi le lancement de leur partenariat pour répondre à une demande croissante en faveur de l'intégration de la dimension sociale dans les achats.

Pour favoriser la mise en en relation des acheteurs avec les fournisseurs des secteurs de l'insertion par l'activité économique et du travail adapté et protégé, Handéco, l'Avise et Pas@Pas ont lancé une plateforme web partagée de l'achat socialement responsable construite et accessible à partir de leurs sites respectifs : www.handeco.org

www.socialement-responsable.org

www.achats-pas-a-pas.fr

Cette plateforme permet d'accéder à une base de données d'environ 7 500 fournisseurs référencés, proposant des prestations de qualité dans tous les secteurs d'activité et répartis sur l'ensemble du territoire national. Les acheteurs peuvent ainsi déposer des appels d'offres et des consultations en ligne, immédiatement visibles par les fournisseurs des secteurs de l'insertion par l'activité économique et du travail adapté et protégé.

#### Handéco

Plateforme de services lancée en 2008 à l'initiative de la Fédération des APAJH, de l'APF, de la FEGAPEI et du réseau GESAT (Groupement national des Etablissements et Services d'Aide par le Travail), l'association Handeco se définit comme un centre national de coopération, de conseils et de services auprès des structures du secteur du social et médico-social. Véritable passerelle entre les personnes en situation de handicap, les entreprises, les administrations, les collectivités et le milieu protégé, son site Internet propose un annuaire national de l'ensemble des Etablissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT) et des Entreprises Adaptées (EA), soit plus de 2000 adresses en libre accès sur le site www.handeco.org.

#### **Avise**

5 300 structures font partie du secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE). Productrices de biens et services (ateliers et chantiers d'insertion et entreprises d'insertion) ou effectuant de la mise à disposition de personnel (associations intermédiaires et entreprises de travail temporaire d'insertion), elles emploient au total 275 000 personnes en parcours d'insertion (75 000 équivalents temps plein). Spécialistes de l'accompagnement vers l'emploi, elles peuvent également répondre aux besoins de recrutement des acteurs économiques. L'Avise œuvre au développement du secteur de l'IAE en collaboration avec les réseaux nationaux.

#### Pas@Pas

Les achats auprès des secteurs de l'insertion par l'activité économique et du travail adapté et protégé constituent une orientation croissante de l'ensemble des directions achats des entreprises et des administrations, dans le cadre d'une démarche d'achats socialement responsables. L'association Pas@Pas a été créée à l'initiative de la CDAF (Compagnie des dirigeants et acheteurs de France) et de grandes entreprises fondatrices représentant environ 100 milliards d'euros d'achats.

## **AEDD, 16 juin 2010**

Domaine : RSE et Éco-Responsabilité

Rubriquage: Actualité - Associations/Fondations - Entreprises

# Achats responsables : Handeco et Avise s'associent pour créer une plateforme dédiée

L'Avise, agence d'insertion par l'activité économique (1), Handeco, la plateforme nationale au service du travail protégé et adapté et l'association Pas@Pas (Pour des achats solidaires avec les professionnels des achats et de la solidarité) « coordonnent leurs efforts, leurs moyens et leurs outils dans un objectif partagé : ils lancent une plateforme web pour faciliter la mise en relation entre les donneurs d'ordre et les structures des secteurs de l'insertion par l'activité économique et du travail adapté et protégé ». Handeco, Avise et Pas@Pas annoncent le lancement de cette plateforme web partagée de l'achat socialement responsable, lundi 14 juin 2010, et la présentent à 1 000 acheteurs potentiels.

L'association Pas@Pas a été créée en 2009 à l'initiative de la CDAF (Compagnie des dirigeants et acheteurs de France) et de onze grandes entreprises : le groupe Adecco France, bioMérieux, BouyguesTelecom, EDF, ERDF, France Télévisions, le groupe La Poste, PSA Peugeot Citroën, Saint-Gobain, Siemens, la SNCF. Elle a été constituée dans le but de « développer les achats des entreprises et administrations auprès des établissements relevant des secteurs du travail adapté et protégé et de l'insertion par l'activité économique et de promouvoir l'emploi des personnes handicapées ou éloignées de l'emploi ». Ces onze entreprises « se sont mises ensemble pour bâtir un outil », explique Pierre Pelouzet, président de Pas@Pas, qui rappelle qu'auparavant il y avait « peu d'outils concentrés ». Ces outils « permettront aux acheteurs d'identifier les fournisseurs ». « Derrière, Handeco s'assure que l'appel d'offres a une réponse », précise-t-il.

#### **UN ACCÈS A 7 500 FOURNISSEURS**

En pratique, la plateforme lancée le 14 juin permet d'accéder à une « base de données d'environ 7 500 fournisseurs référencés, proposant des prestations de qualité dans tous les secteurs d'activité et répartis sur l'ensemble du territoire national ». Les acheteurs peuvent ainsi « déposer des appels d'offres et des consultations en ligne, immédiatement visibles par les fournisseurs des secteurs de l'insertion par l'activité économique et du travail adapté et protégé ». Les onze entreprises représentent 100 milliards d'euros d'achats.

Hugues Sibille, président de l'Avise, par ailleurs vice-président du Crédit coopératif, met en avant que le secteur de l'insertion « représente un marché d'un milliard et demi d'euros ». « Pour se développer, ces structures d'insertion doivent avoir accès au marché; c'est le meilleur soutien qu'on peut leur apporter », estime-t-il. Pour lui aussi, l'enjeu de la plateforme, « c'est d'aider les acheteurs privés à repérer les structures d'insertion ». Il prend l'exemple du Crédit coopératif qui, récemment, a dû déménager. La banque a fait appel à une entreprise d'insertion, qu'elle aurait trouvée plus facilement grâce à la plateforme, considère-t-il. Jean-Louis Garcia, président de Handeco, insiste pour sa part sur le fait « qu'engager des salariés handicapés, ce n'est pas par

charité. On engage des salariés handicapés parce que le travail est bien fait, de qualité et correspond aux normes et aux contraintes des entreprises ».

#### L'ADHÉSION ANNUELLE S'ÉLÈVE DE 200 A 1 500 EUROS

« Comme le montrent les récentes enquêtes, les acheteurs sont de plus en plus nombreux à vouloir intégrer une dimension sociale dans leurs achats », déclarent les partenaires. « Pour concrétiser leurs ambitions, ils ont besoin d'être soutenus. » Antoine Doucin, directeur des achats du groupe La Poste, témoigne qu'il lui manque des « connaissance claires », ainsi qu'un « outil, une base de données plus ou moins fiable ». Par ailleurs, d'après lui, les directeurs des achats « arrivent à faire des choses sur les espaces verts, l'impression...mais ils tournent en rond maintenant ».

Le secteur du travail adapté et protégé compte plus de 2 000 établissements de type Esat (Établissement et service d'aide par le travail) et EA (Entreprise adaptée), employant 135 000 personnes. L'association Handeco se définit comme un centre national de coopération, de conseils et de services auprès des structures de ce secteur. 5 300 structures font partie du secteur de l'insertion par l'activité économique. « Productrices de biens et services (ateliers et chantiers d'insertion et entreprises d'insertion) ou effectuant de la mise à disposition de personnel (associations intermédiaires et entreprises de travail temporaire d'insertion), elles emploient au total 275 000 personnes en parcours d'insertion (75 000 équivalents temps plein) », estime Avise.

L'adhésion annuelle à la plateforme pour les fournisseurs est gratuite. En revanche, pour les entreprises de moins de 200 salariés, l'adhésion est de 200 euros pour quatre accès ; pour les entreprises de 201 à 5 000 salariés, le montant s'élève à 800 euros (20 accès) et pour les entreprises de plus de 5001 salariés, il est de 1500 euros (50 accès).

AEDD du Jeudi 18 février 2010 (1) Créée en 2002, avec le soutien de la Caisse des dépôts et consignations.

#### Contacts:

- Avise, Cendrine Duquenne, contact presse, 01 53 25 02 25, cendrine.duquenne@avise.org
- Handeco, Joseph Ramos, contact presse, 01 43 12 53 89, joseph.ramos@handeco.org
- Pas@pas, patricia.defaux@sncf.fr

#### PLACE DE MARCHÉ

# Acheter responsable pour aider les plus faibles

La plate-forme électronique Pas@Pas permet de passer ses commandes auprès des entreprises d'insertion sociale et de travail assisté or

ous l'égide de la CDAF (Compagnie des dirigeants et acheteurs de France), les directions d'Addeco, Bouygues achats BioMérieux, Telecom, EDF, ERDF. France Télévisions, Groupe La Poste, PSA, Saint-Gobain, Siemens et SNCF veulent rendre durable l'achat socialement responsable. Aussi ont-elles créé l'association Pas@ Pas qui regroupe le réseau de l'Avise, pour l'insertion sociale par le travail, et le réseau Handéco, pour le travail protégé et adapté.

#### UNE OBLIGATION LÉGALE

« Nous voulons des contrats, pas la charité », martèle Jean-Louis Garcia, président de Handéco qui s'appuie sur la loi du 11 février 2005 (adossée à celle du 10 juillet 1987). Elle oblige les entreprises de plus de 20 salariés à consacrer 6 % de leurs emplois à des personnes en situation de handicap. Ou à s'approvisionner pour le double de cette masse salariale auprès des structures du secteur protégé ou adapté. Sous peine de s'affranchir de pénalités de 400 à 600 fois le Smic horaire par travailleur handicapé manguant...

Mais l'offre est-elle au rendezvous ? Le secteur de l'insertion compte quelque 5.300 structures,



de travail par an pour environ 60.000 personnes. « Nous réalisons pour 1,5 milliard d'euros de chiffre d'affaires cumulé », assure Hugues Sibille, président de l'Avise. « Nous pesons à peu près autant », estime Jean-Louis Garcia, président de Handéco. A cet égard, Pas@Pas innove puisque l'association consolide les deux réseaux. Côté qualité, respect des délais et prix, le secteur fait déjà ses preuves. « Nous achetons pour 32 millions d'euros par an de pièces industrielles auprès de 2.000 salariés handicapés mentaux. Ces personnes ont un réel souci de la qualité et un grand respect des règles », confie Daniel Montfollet, responsable achats aux ateliers protégés de PSA.

devrait pouvoir s'accélérer, grâce lancement

de la place de marché électronique (www.achatspas-a-pas.fr), qui a été développée par la société Epixelic pour Pas@ Pas. Moyennant un droit d'accès de 150 à 1.500 euros par an et par entreprise acheteuse, les acheteurs peuvent y passer des appels d'offres auprès de 7.500 fournisseurs déjà répertoriés et faire part de leurs appréciations. « Nous représentons 100 milliards d'euros d'achats annuels, précise Pierre Pelouzet, directeur des achats de la SNCF et président de la CDAF ainsi que de Pas@ Pas. Nous voudrions en drainer, ne serait-ce que 1 % vers les secteurs de l'insertion et du handicap. »

fournisseurs.

**ERICK HAEHNSEN** 

## La Tribune, 21 juin 2010

## INTERVIEW

Antoine Doussaint, directeur des achats du Groupe La Poste.

# Il nous manquait un outil performant »

Quelles sommes consacrez-vous aux achats dans le secteur de l'insertion et du travail protégé ou adapté?

7,5 millions d'euros avec l'objectif de passer à 10 millions. Nous achetons essentiellement auprès du secteur protégé ou adapté. Nos achats sont effectués par nos différentes directions métier et nous partageons des tableaux de bord pour en assurer le suivi au travers d'un reporting commun.

Qu'achetez-vous?

locales.

Il nous manquait un outil performant pour faire converger ces petits dossiers. C'est maintenant chose faite avec la place de marché de Pas@Pas.

L'achat social est innovant, Mais peut-il susciter l'innovation de ses acteurs ?

Tout à fait. C'est le cas, par exemple, avec la réparation de vélos. Nous avons au moins 30.000 bicyclettes à maintenir en bon état pour la tournée de nos facteurs. Nous avons interpellé ce secteur qui est en train de s'organiser également avec le développement du Vélib et d'acteurs comme la Petite

Essentiellement des services transversaux comme le nettoyage, l'entretien des espaces verts, la mise sous Reine qui livre nos colis en centrepli, la restauration collective, ville avec des vélos électriques. l'impression. Nous avons PROPOS RECUEILLIS PAR E. H. de gros achats comme la collecte et le recyclage des DEEE (déchets d'équipement électriques et électroniques). La difficulté, pour nous acheteurs, concerne surtout les petits achats de 500 à 1.000 euros pour des prestations

#### La Lettre des achats, 22 juin 2010

## Événement : un membre du gouvernement aux Trophées des achats

Cette quatrième édition s'est déroulée, le 14 juin, au Casino de Paris, en présence d'Hervé Novelli, venu rappeler la responsabilité des grands donneurs d'ordres. Une responsabilité revendiquée par la Cdaf qui inaugure sa plate-forme d'achats solidaires Pas@Pas.

#### Par la rédaction

Le grand vainqueur de la soirée est le service achats de L'Oréal, désigné par le jury « direction et équipe achats de l'année ». Un prix coup de cœur du jury a été exceptionnellement attribué à la direction des achats de l'assureur Allianz. Cette édition des Trophées a été marquée par l'inauguration d'un prix « achats, handicap, insertion et diversité » attribué à Thales et Faceo.

La Cdaf a d'ailleurs affirmé l'engagement RSE de ses membres, en présentant la plate-forme d'e-achat solidaire Pas@Pas. Bénéficiant d'un partenariat avec Handeco et l'Avise (Agence de valorisation des initiatives socio-économiques), cette dernière revendique une base d'environ 7 500 fournisseurs des secteurs adaptés, protégés et de l'insertion. Ces deux associations doivent contribuer à qualifier cette base, tandis que deux autres partenaires, HEC et l'université Euromed, participeront à l'enrichissement documentaire. À l'heure actuelle, la base dispose d'informations complètes sur 25 % des fournisseurs référencés : définition de l'activité sur la base d'une segmentation achats, chiffre d'affaires, effectif, couverture géographique.

Le secrétaire d'État aux PME et à l'Artisanat n'a fait qu'un bref passage pour rappeler « la nécessité de l'industrie française de trouver des systèmes de partenariats ». Il a rappelé les initiatives allant dans ce sens : pacte PME, médiation interindustrielle et charte de bonnes pratiques entre donneurs d'ordres et PME. Au passage, Hervé Novelli a annoncé que 21 grands groupes allaient rejoindre les 20 premiers signataires. Areva figurerait parmi eux.

L'intervention du médiateur, Jean-Claude Volot, aura sans doute plus marqué les esprits. Il a en effet pris le contrepied de la satisfaction générale émaillant les remises de trophées en insistant sur la gravité des premières plaintes reçues par la médiation. « Les fournisseurs ont peur de vous », a-t-il affirmé, reconnaissant tout de même que « le ressenti de l'achat est bien supérieur à la réalité de l'achat ».



# **Actualités**

Patrick Juillard

## 1ère Chaire de Recherche internationale Achats Durables et Socialement Responsables

Avril 2010, Marseille: SNCF, Sodexo, l'Occitane, Max Havelaar, le WWF et Extramuros signent avec l'école EUROMED MANA-GEMENT un partenariat pour cette Chaire inédite.

«L'objectif est d'identifier les bonnes pratiques Achats Durables, mais surtout de trouver de nouvelles idées. L'intérêt d'une telle Chaire de Recherche est d'aller au-delà de ce qui se fait actuellement dans les entreprises »

JC Carteron, Directeur DD d'Euromed.

Devant l'urgence d'intégrer le Développement Durable dans les pratiques Achats, il faut se doter d'outils économiques d'un nouveau genre, permettant de réconciller le court et le long terme, d'anticiper les gains et les risques immatériels, et de capitaliser sur les nouvelles opportunités environnementales et sociétales : la Chaire permettra de répondre à ces enjeux par l'intégration de critères extra-financiers dans les futurs modèles économiques de performance.

Réconcilier l'immatériel avec la performance ... Remettre l'humain au cœur des enjeux du business ... Voilà de belles perspectives pour notre beau métier Achats ... que la CDAF suivra donc avec grand intérêt!

Olivier Menuet - Administrateur CDAF





#### Les Achats Solidaires : lancement attendu de Pas@Pas!

La CDAF œuvre à la mise en relation de « l'offre et de la demande » par un outil dédié avec un annuaire et un module de consultation pour les acheteurs.

L'Association Pas@Pas a été créée en 2009 par la CDAF avec 9 Grands Groupes pour développer les Achats Solidaires auprès des établissements relevant des secteurs protégés et adaptés (handicap) et de l'insertion par l'activité économique (personnes éloignées de l'emploi) avec une place de marché dédiée www.achats-pas-a-pas.org.

En 2010, les 3 Associations Pas@Pas, AVISE pour le compte du CNAR\* de l'IAE\*\* ( www.socialement-responsable.org ) et HANDECO (www.handeco.org) décident de travailler ensemble et de partager les outils et fonctionnalités de base de leur site internet respectif pour faciliter les relations directes entre les donneurs d'ordres (acheteurs publics et privés) et les structures du secteur protégé, adapté et de l'insertion.





Le 14 Juin 2010, Les présidents Pierre Pelouzet pour Pas@Pas, Hugues Sibille pour l'Avise et Jean Louis Garcia pour HANDECO lancent officiellement cette collaboration: il sera alors possible de déposer une consultation et d'accéder à un annuaire qualifié avec les différents types de structure en passant par l'un des 3 sites internet.

Dès mi-2010 les membres de Pas@Pas vont pouvoir partager leurs expériences par cet outil et les diffuser à leurs acheteurs, et donner un message clair en direction de 2000 établissements (type EA, ESAT) et 4000 structures (type EI, ETTI) auprès desquels ils souhaitent renforcer leurs Achats.

La CDAF (Alain CHATENET) et le SAE (Service des Achats de l'Etat, représenté par Gérard BRUNAUD) ont travaillé à ce rapprochement pour que les Achats publics et privés soient solidaires envers les personnes éloignées de l'emploi.



IMPORTANT : à partir de juin 2010 tous les acheteurs publics et privés pourront adhérer et s'abonner à ce service! Le montant sera fonction de la taille et du nombre d'accès.

Pour le GEB Développement Durable et Achats Responsables,

Alain CHATENET et Olivier MENUET

# **MANAGEMENT**

Enquête

HANDICAP

# LES ACHATS **S'ENGAGENT**

Pour coller à leur stratégie RSE, les entreprises mettent l'accent sur les travailleurs handicapés. Un objectif facilité par la possibilité d'un recours accru à la sous-traitance. Avec des achats de plus en plus impliqués sur un sujet longtemps resté le pré carré des DRH.

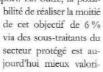
Une enquête réalisée par Julien Monchanin

e sujet du handicap n'est pas nouveau. Depuis juillet 1987, les effectifs des entreprises doivent obligatoirement employer 6 % de travailleurs handicapés. Pourtant, ce n'est que depuis 2005 que les démarches des groupes semblent se multiplier, en mettant cette fois les achats sur le devant de la scène. Raison de ce décollage : la réforme de l'obligation des 6 %.

« Auparavant, les entreprises sortaient de leur évaluation du recours au travailleurs handicapés les emplois à compétences et aptitudes particulières, ce qui réduisait l'impact de l'obligation pour des sociétés du BTP

ou du transport. En outre, la possibilité de réaliser la moitié de cet objectif de 6 % via des sous-traitants du

« Une collaboration nouvelle entre achats, représentants du secteur protégé et DRH »



sée. Il existe une évolution vers une logique d'emplois indirects », explique Emmanuel Chansou, directeur exécutif du réseau Gesat (Groupement national des établissements et services d'aide par le travail). Avec 2000 établissements et 145000 travailleurs handicapés en répertoire, le réseau Gesat entretient une base de données financée par plusieurs entreprises du CAC 40 et recensant les entreprises du secteur et leurs activités. Cette alternative à l'emploi direct place du même coup les achats dans la boucle. Et l'engouement paraît important : « À la base, ce thème était

perçu comme exotique, mais tous les groupes déclarent aujourd'hui vouloir en faire plus et ont beaucoup progressé. Car, dans certains cas, les pénalités associées peuvent se monter à plusieurs dizaines de millions d'euros », souligne Daniel Amzallag, directeur d'Ivalua. Le prestataire a ainsi intégré à sa solution un calcul de l'usage de fournisseurs du secteur protégé par les achats.

#### Les achats mobilisés autour du handicap

Ces propos trouvent un large écho sur le terrain. « La démarche est inscrite au nouveau plan stratégique du groupe. En concertation étroite, la mission Handicap de la DRH groupe et les achats définissent actuellement les secteurs d'activité avec des fournisseurs potentiels et les objectifs chiffrés pour répondre à l'obligation réglementaire », illustre Mathilde Fillâtre, en charge de la question au sein des achats du groupe bancaire BPCE, qui s'inscrit avec pragmatisme « dans une logique de rentabilité, afin de générer des gains et des unités bénéficiaires ». (Voir l'encadré ci-contre.).

Mathilde Fillâtre confirme d'ailleurs le constat des prestataires : « Nous rencontrons de plus en plus d'acheteurs dans les réseaux comme le Gesat ou l'Unea (Union nationale des entreprises adaptées). Parallèlement, le marché fournisseurs s'est nettement industrialisé depuis quatre ans, et les donneurs d'ordres sont en train de le structurer. Avec, parfois, le risque de crisper un peu les interlocuteurs du monde handicapé en évoquant objectifs chiffrés et recherche de rentabilité, »

Le fonctionnement est semblable pour Allianz, comme le note Sylvie Recorbet, chargée de mission achats responsables et développement durable à la direction des achats : « Depuis 2007, nous travaillons sur l'ensemble des sujets liés au handicap avec la mission handicap du groupe. Au fil du temps, cette collaboration s'est renforcée et structurée, » En termes de processus, fournisseurs classiques et fournisseurs des secteurs protégé et adapté sont traités de façon identique. « Même si nous présentons systématiquement dans notre approche financière le gain sur la contribution Agefiph [L'association qui gère le fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées, NDLR]. Pour mettre en place des relations durables avec ces fournisseurs, nous devons rester garants de la qualité de la prestation fournie et de sa compétitivité », précise la responsable,

« L'objectif de la direction des achats est défini en unités bénéficiaires, de sorte à pouvoir consolider les résultats avec ceux de la mission handicap sur le périmètre de l'emploi direct. Nous suivons en parallèle la dépense réalisée auprès du secteur », poursuit Sylvie Recorbet. Cette dépense pèserait pour l'heure 0,27 % du montant





des achats de l'assureur. Un chiffre à mettre en rapport avec l'envergure encore limitée du secteur protégé sur les marchés fournisseurs. Enfin, « les différents réseaux fédérateurs et le benchmark avec d'autres grandes entreprises sont pour nous de précieuses sources d'information », complète-t-elle.

#### Des réseaux pour mieux fédérer les démarches

En effet, les acheteurs des grands groupes souhaitent aussi fédérer leurs énergies à travers des réseaux. Dans ce but, l'initiative Pas@Pas, association créée par des directeurs des achats membres de la Cdaf, rassemble onze grands groupes. «L'idée était de mettre en commun nos expériences, nos pratiques et de faciliter l'accès à ce marché par un outil dédié et un module de consultation partagé avec le secteur en charge de la qualification des données fournisseurs ou des établissements de type EA et Esat [Entreprises adaptées, et établissement et service d'aide par le travail, NDLR] » détaille Alain Chatenet, président du groupe d'études et de benchmark achats et développement

durable de la Cdaf et expert en achats responsables.

L'association Handeco, mais aussi les établissements de l'insertion par l'activité économique avec l'Avise (Agence de valorisation des initiatives socio-économiques), sont associés à cette démarche. La plateforme Pas@Pas pourra être utilisée par d'autres entreprises afin de générer un chiffre d'affaires additionnel pour aider au développement et à la professionnalisation du secteur de l'insertion. « L'accès au secteur protégé restant difficile, les acheteurs devront adapter leurs pratiques et les cahiers des charges», nuance Alain Chatenet.

Mais les contrats de sous-traitance avec des entreprises du secteur adapté ne constituent pas une nouveauté : «Le groupe Vinci accompagne déjà des structures du secteur protégé via sa fondation, en plus des engagements sociaux et mutualistes dans des régions qui recourent aux entreprises adaptées et Esat », rappelle Vincent Dagnas, responsable de la coordination achats du réseau autoroutier ASF. La vraie nouveauté consisterait donc plutôt dans la mesure et la valorisation des résultats,

#### RECOURS AU HANDICAP

## **Enjeux et définitions**

- La contribution à l'Agefiph. Les entreprises de plus de vingt salariés ne respectant pas le quota de 6 % de travailleurs handicapés voient leur contribution à l'Agefiph – l'association qui gère le fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées – augmenter jusqu'à 600 fois le Smic horaire par travailleur handicapé non employé.
- Les unités bénéficiaires. Pour obtenir le nombre d'unités bénéficiaires correspondant au montant d'un contrat de fournitures, de travaux ou de prestations avec un établissement du secteur protégé ou adapté, il faut appliquer la formule suivante : (prix HT du contrat) (coût des matières premières, produits, matériaux, consommations et des frais de vente) / (2 000 x taux horaire du Smic).
- La mise à disposition du personnel. Pour la mise à disposition de personnel, la formule est la suivante : (prix HT du contrat) – (coût des matières premières, produits, matériaux, consommations et des frais de vente) / (1600 x taux horaire du Smic).
- Le secteur protégé. Il regroupe les établissements et services d'aide par le travail (Esat). Anciennement appelées CAT, ces structures permettent à des personnes lourdement handicapées d'exercer une activité professionnelle dans des conditions de travail aménagées.
- Le secteur adapté. Depuis la loi de 2005, l'appellation « ateliers protégés » est devenue « entreprises adaptées » (EA). Celles-ci font partie du marché du travail. Elles doivent employer au moins 80 % de travailleurs handicapés dans les postes de production.

Sources : Agefiph, réseau Gesat.



« Il faut instaurer un cercle vertueux de professionnalisme avec le secteur protégé et adapté »

ainsi que dans l'extension du périmètre d'achats et la normalisation des approches. Les directions des achats sont désormais toujours plus nombreuses à structurer leurs propres démarches, et ce, « dans le cadre d'une collaboration assez nouvelle entre achats, représentants du secteur protégé et DRH », confirme Emmanuel Chansou, du réseau Gesat.

Une évolution illustrée par ASF: le groupe remplissait déjà l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés, mais il manquait jusqu'ici d'outils de mesure, de reporting et de procédures de contrôle, points sur lesquels se

sont concentrés les efforts récents. De même que sur la mobilisation des acheteurs et parties prenantes. «Les résultats sont là : le recours à la sous-traitance auprès du secteur adapté a été multi-

plié par plus de trois en trois ans, résultats obtenus grâce à l'implication des équipes achats, RH et des exploitants sur le terrain », avance Vincent

Dans différents secteurs d'activité, les exemples d'entreprises impliquées sont nombreux, avec davantage de moyens déployés. EDF a signé en 2006 un nouvel accord triennal en faveur de l'emploi des personnes

handicapées et a fixé à 8,5 millions d'euros par an le montant d'achats à réaliser avec les secteurs protégé et adapté, sur des familles comme le routage, l'imprimerie, la restauration ou encore la collecte et la valorisation des déchets. La BNP et le Crédit agricole ont lancé leurs achats dès 2006-2007 dans des démarches similaires, tout comme Areva pour qui les entreprises du secteur protégé font partie intégrante du processus achats pour des prestations diverses comme la préparation des colis. Et ces démarches devraient se multiplier dans les mois à venir.

#### La chaîne de valeur reste à organiser

En parallèle, les marchés fournisseurs s'étoffent pour répondre à cette demande et dans des domaines très divers. « Pour 2000 Esat, nous comptons 1000 métiers différents, depuis l'entretien des espaces verts jusqu'à la gestion électronique de données », souligne Emmanuel Chansou pour le réseau Gesat. Néanmoins, les filières restent en partie à structurer et cette soustraitance n'en est qu'à ses balbutiements. « Il nous faut instaurer un cercle vertueux de professionnalisme avec le secteur protégé et adapté. Ses acteurs doivent pouvoir négocier aussi leurs propres achats, comme le font leurs donneurs d'ordres afin d'assurer la compétitivité de leurs filières », préconise Alain Chatenet, de la Cdaf. Qui travaille à la mutualisation, via une centrale de référencement, des dépenses des EA et ESAT dont les fournisseurs sont aussi, très souvent, les clients, voire les fournisseurs de grands comptes... Pour l'expert, ces dépenses se monteraient à plus de 500 millions d'euros.

Sur le secteur protégé et adapté, les directions des achats sont conscientes des efforts à téaliser : « Nous sous-traitons un certain nombre de prestations, mais les dépenses effectuées auprès du secteur sont encore peu visibles. Nous souhaitons aller beaucoup plus loin», témoignent Marie-Christine Bronner et Christian Laurenceau, respectivement responsable développement durable aux achats et directeur des achats du Crédit agricole (voir ci-dessous). Le sujet, encore obscur il y a deux ans, prend donc de l'importance, bien

que les acheteurs soient encore à sensibiliser et les pratiques à généraliser. Qui a dit que la fonction achats manquait d'humanité?

#### CRÉDIT AGRICOLE SA

# Un effort de sensibilisation permanent

ans le cadre de sa politique RSE, le recours aux ateliers protégés figurera dans les achats travaillent avec la mission développement durable et les RH du groupe. D'abord sur a formation : « Nous avons mis en place un programme pour l'ensemble des acheteurs, car le sujet est encore nouveau pour eux, explique Christian Laurenceau, directeur des achats. Fin 2009, nous les avons tous emmenés dans un atelier protégé. Intégrer ces ateliers dans les appels d'offres doit devenir un réflexe, même si la mise en œuvre est complexe, avec encare des idées préconçues. Or nous savons que le secteur propose des prestations de qualité équivalente à celles des fournisseurs habituels, avec des écarts de prix réduits. » À partir de cette année, le

Crédit agricole a fait du handicap les critères d'évaluation des acheteurs. Ce la part de dépenses auprès du secteur, pour l'heure inférieure à 1 %.

La banque participe aussi aux réseaux Unea et Gesat, avec lesquels elle travaille sur la structuration de filières. Parmi celles-ci a été constituée la filière des plateaux-repas, avec une plate-forme spécifique de commandes. « Avec notre déměnagement sur un nouveau site à Montrouge, nous cherchons à développer une offre de cotraitance entre les fournisseurs qui seront associés au projet et le secteur protégé », ajoute Marie-Christine Bronner, responsable développement durable aux achats. Une cotraitance qui concernera notamment la restauration, les espaces verts, le nettoyage, les services divers et les

DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques). Un projet d'élimination des déchets informatiques est en cours d'élaboune priorité. Impliqués directement, qui devrait faire croître plus significativement ration avec l'Unea, tandis qu'un accord est signé depuis 2008 pour le recyclage des PC auprès d'un atelier de réinsertion dépendant d'Emmaüs.

> Enfin, le sujet est mis à l'honneur à travers le Trophée Horizon récompensant les démarches RSE les plus remarquables parmi les fournisseurs, avec une catégorie « secteur

#### Crédit Agricole SA

Chiffre d'affaires: 17,9 milliards d'euros

Effectif: 89 172 personnes

Montant des achats: 1,5 milliard d'euros

Effectif achats: 40 personnes

## JourPost, Juillet/août 2010



Le 25 mai 2010 à Panazol, Jean-Marc Duchamps et Denis Agnese, coordinateurs interrégionaux achats durables et solidaires de la SNCF, réunissaient leurs acheteurs et leurs clients internes du Sud Ouest. L'entreprise Legrand et La Poste étaient invitées pour témoigner sur leurs pratiques.

SERGE DELFOUR

# Achats durables : La Poste et la SNCF sur la même voie

a SNCF participe fortement à l'insertion des personnes handicapées, directement par l'emploi. Elle a aussi recours de plus en plus au secteur adapté qui emploie beaucoup de personnes handicapées ne pouvant pas s'intégrer directement dans le milieu du travail ordinaire. Le volume d'achats de la SNCF auprès de ce secteur est passé de 5,7 millions d'euros en 2008 à 16 millions en 2009. Son objectif est de réaliser

19,5 millions en 2010 avec un montant de 35 millions d'euros en cible pour les années à venir sur un volume d'achats de 12 milliards d'euros.

Les coordinateurs achats durables et solidaires de la SNCF développent la formation et l'accompagnement des acheteurs et des clients internes. Ils renforcent le dialogue avec les représentants des structures solidaires qui lors de ce forum, ont affirmé leur

volonté de communiquer davantage sur leur savoir faire et leur professionnalisme.

Elisabeth Jolly, responsable achats de l'entreprise Legrand, a insisté sur la capacité de ces entreprises à progresser sur leur autonomie et leur savoir faire: « Même dans un domaine très pointu comme l'électronique, ces entreprises respectent les délais et les normes de qualité fixées avec des prix tout à fait compétitifs. »



Les achats solidaires ; un thême fédérateur qui a capté un large public. (ph. DR)

Au cours de son intervention, Thierry Lafon, responsable achats-projets du Courrier à Bordeaux, a présenté le site internet pas@pas, outil accessible pour découvrir la proximité et les compétences du secteur adapté. Ce site a été créé en commun avec plusieurs partenaires dont la SNCF. Il a souligné les clés de la réussite: « Nous devons convaincre les utilisateurs que les entreprises adaptées sont plus impliquées que certains leaders de leur marché et pas forcément plus chères. Il nous

faut aussi accompagner l'acheteur pour que ces entreprises adoptent nos procédures achats ».

La Poste a réalisé en 2009, 6 millions d'euros d'achats auprès du secteur adapté sur un total de 6 milliards, soit 1 %. L'objectif est de passer à 1,5 % en 2010 avec un total de 9 millions d'euros. D'ici 2012, le groupe La Poste devra renforcer son action dans ce domaine car les modalités de calcul de son taux d'emploi de personnes handicapées seront moins favorables qu'actuellement. ■